



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet du Préfet**

**Le préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté n° 2023-CAB-BSIR-1489**

**portant interdiction de vente, d'achat et de transport par des particuliers de combustibles domestiques et de produits pétroliers au détail, d'acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs dans le département de Seine-et-Marne à l'occasion des festivités d'Halloween**

**VU** le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2214-4, L. 2215-1 ;

**VU** le Code pénal, notamment ses articles 222-14-1 à 222-15-1 et 322-1 à 322-18 ;

**VU** le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 122-1, L. 122-2 et L. 742-2 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 11 ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 17 août 2021 portant nomination de Monsieur Frédéric LAVIGNE, sous-préfet hors classe, en qualité de directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°23/BC/122 en date du 26 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric LAVIGNE, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des articles L. 122-1 et L. 742-2 du Code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans le département ;

**CONSIDÉRANT** le risque, durant les festivités d'Halloween, d'incendies provoqués par des individus isolés ou en réunion contre des biens, en particulier des véhicules et des bâtiments publics ;

**CONSIDÉRANT** que l'un des moyens constatés pour commettre des incendies ou tentatives d'incendie volontaires consiste à utiliser à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, des carburants, combustibles et produits inflammables et qu'il convient, de ce fait, d'en restreindre temporairement les conditions de distribution, d'achat, de vente à emporter et de transport ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévenir les troubles à la sécurité et à la tranquillité publiques par des mesures adaptées en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;

**CONSIDÉRANT**, en outre, le niveau élevé et la prégnance de la menace terroriste qui mobilisent, dans le cadre du plan VIGIPIRATE – URGENCE ATTENTAT, les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurisation générale de la région d’Île-de-France et que, dès lors, elles ne sauraient être distraites de cette mission prioritaire ;

**CONSIDÉRANT** qu’il appartient à l’autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ; qu’une mesure réglementant temporairement le transport et la vente de ces produits considérés comme potentiellement dangereux répond à ces objectifs ;

**SUR PROPOSITION** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** – Sont interdits à compter du vendredi 27 octobre 2023 à partir de 20h00 jusqu’au jeudi 2 novembre 2023 à 08h00, la vente, l’acquisition, le transport et l’utilisation d’hydrocarbures au détail, d’acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs.

**ARTICLE 2** – En cas d’urgence, et pour répondre à un besoin justifié, il peut être dérogé aux dispositions de l’article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sur autorisation des services de la police ou de la gendarmerie nationales délivrée lors des contrôles.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans le département de la Seine-et-Marne.

**ARTICLE 4** – Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions prévues aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous<sup>1</sup>.

**ARTICLE 6** – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, les sous-préfets d’arrondissement, les maires du département, le directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne et la commandant du groupement de gendarmerie de Seine-et-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Melun, le **27 OCT. 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet,

Frédéric LAVIGNE

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un **recours gracieux** adressé à M. le préfet de Seine-et-Marne, cabinet, bureau de la coopération des sécurités, 12 rue des Saints-Pères, 77 010 Melun Cedex ;
- un **recours hiérarchique** adressé à M. le Ministre de l’Intérieur, Secrétariat général, Service central des armes, Place Beauvau, 75 800 Paris cedex 08 ;
- un **recours contentieux** adressé au tribunal administratif de Melun, 43 Rue du Général de Gaulle, 77 000 Melun. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l’expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Aucun de ces recours ne suspend l’application de la présente décision.

Les recours doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l’arrêté contesté.

En l’absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de mois à compter de la réception de votre recours par l’administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).